

PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction départementale des territoires

Service environnement, eau et forêt
Unité des procédures environnementales

N° S3IC : 068-08321

Arrêté préfectoral complémentaire relatif à l'implantation d'une centrale photovoltaïque sur l'emprise du centre d'enfouissement technique et suivi post-exploitation SIVOM de Saint-Gaudens Montréjeau Aspet Magnoac à Clarac (31)

10 1 56

Le préfet de la région Occitanie,
Préfet de la Haute-Garonne,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, notamment les articles R. 181-46-II et R. 181-45 ;

Vu l'arrêté du 4 octobre 2010, modifié le 25 mai 2016, relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation (notamment articles 28 à 44 pour les projets photovoltaïques) ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 12 novembre 1985 au SIVOM de Saint-Gaudens Montréjeau Aspet pour l'exploitation d'une décharge contrôlée d'ordures ménagères dite de « Clarac I » à Clarac ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 29 janvier 1992 au SIVOM de Saint-Gaudens Montréjeau Aspet pour l'extension d'une décharge contrôlée d'ordures ménagères dite de « Clarac II » à Clarac ;

Vu l'arrêté préfectoral du 5 avril 2000 réglementant les conditions d'exploitation du site, sa fermeture et sa réhabilitation, et notamment le « Réaménagement du site de suivi du site de Clarac I et II » (article 2), le « Suivi du site pendant la période post-exploitation » (article 3), la « Durée du suivi post-exploitation » (article 5), la « Fin de la période de post-exploitation » (article 6) et l'« Usage ultérieur du site » (article 7), le suivi post-exploitation ayant été poursuivi par le SIVOM de Saint-Gaudens Montréjeau Aspet Magnoac ;

Vu le porter à connaissance déposé le 10 janvier 2019 par le SIVOM de Saint-Gaudens Montréjeau Aspet Magnoac relatif au projet de création d'une centrale photovoltaïque ;

Vu la convention bipartite établie entre le SIVOM de Saint-Gaudens Montréjeau Aspet Magnoac (exploitant du centre de stockage et propriétaire des terrains), la société URBA 25 (porteur de projet de la centrale photovoltaïque), signée le 10 octobre 2018 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 2 août 2019 ;

Considérant que les résultats du suivi environnemental du site permettent d'adapter ce suivi et que l'implantation d'une centrale photovoltaïque sur l'emprise d'un casier réaménagé d'un centre de stockage de déchets non dangereux nécessite des prescriptions particulières pour s'assurer :

- de l'absence d'incidence sur l'intégrité (maintien de son efficacité et de sa pérennité) de la couverture finale du massif de déchets,
- de l'absence d'atteinte à l'intégrité et à la stabilité, y compris à long terme, des talus périphériques,
- du maintien de bonnes conditions d'évacuation des eaux de ruissellement sur les casiers jusqu'aux fossés périphériques du centre,
- de la compatibilité du projet avec les prescriptions du programme de suivi post-exploitation : surveillance des lixiviats, surveillance du biogaz et de sa gestion (réseau de captage et élimination) ;

Considérant que l'implantation d'une centrale photovoltaïque sur l'emprise du casier réaménagé d'un centre de stockage de déchets non dangereux est de nature à générer des risques d'incendie et explosion complémentaires qu'il convient de maîtriser ;

Considérant que d'un point de vue juridique, l'exploitant de l'installation de stockage de déchets non dangereux doit maîtriser les risques liés à son exploitation, et ce, même pendant la période de suivi trentenaire et qu'à ce titre il est et reste l'interlocuteur unique de l'inspection des installations classées, en charge de l'application et du respect des dispositions et prescriptions applicables à la centrale photovoltaïque ;

Considérant que la construction d'une centrale photovoltaïque constitue une modification notable de l'autorisation d'exploiter un centre de stockage de déchets non dangereux, sans être toutefois considérée comme substantielle, du fait des conditions d'aménagement et d'exploitation définies dans le dossier de porter à connaissance produit par l'exploitant du centre de stockage ;

Considérant que les inconvénients et dangers résultant de la construction et de l'exploitation de cette centrale photovoltaïque peuvent être réduits, compensés et maîtrisés par des prescriptions spécifiques ;

Considérant que le projet d'arrêté préfectoral a été porté à la connaissance du SIVOM de Saint-Gaudens Montréjeau Aspet Magnoac le 07 août 2019 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne,

Arrête :

Art. 1. – Prescriptions complémentaires relatives à la période de suivi post-exploitation et à la fin de cette période de suivi

Les prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 5 avril 2000 susvisé, et notamment les articles « réaménagement du site de suivi du site de Clarac I et II », « suivi du site pendant la période post-exploitation », durée du suivi post-exploitation », fin de la période de post-exploitation » et « usage ultérieur du site » sont modifiées et complétées par les prescriptions suivantes :

TITRE 1 – Couverture des parties comblées et fin d'exploitation

Chapitre I : Servitudes et couverture

Conformément aux articles L. 515-12 et R. 515-24 à R. 515-31 du code de l'environnement, l'exploitant propose au préfet un projet définissant les servitudes d'utilité publique à instituer sur

tout ou partie de l'installation. Ce projet est remis au préfet avec la notification de la mise à l'arrêt définitif de l'installation, prévue par l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement, soit avant le 5 avril 2030.

Ces servitudes doivent interdire l'implantation de constructions et d'ouvrages susceptibles de nuire à la conservation de la couverture du site et à son contrôle. Elles doivent assurer la protection des moyens de captage et de traitement du biogaz, des moyens de collecte et de traitement des lixiviats et le maintien durable du confinement des déchets mis en place. Ces servitudes peuvent autant que de besoin limiter l'usage du sol du site.

Chapitre II : Gestion du suivi

Pour toute partie couverte, un programme de suivi est prévu pour une période d'au moins trente ans, soit, a minima, jusqu'au 5 avril 2030.

Son contenu est détaillé dans l'arrêté d'autorisation du 5 avril 2000 et par le présent arrêté préfectoral complémentaire.

Un bilan annuel, comportant une synthèse des mesures effectuées, est adressé au préfet chaque année, jusqu'au terme de la période de suivi. Sur la base de ces documents, l'inspection des installations classées peut proposer une modification du programme de suivi, qui fera l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire.

Pendant cette période de trente ans, l'exploitant respecte l'ensemble des présentes prescriptions sous les réserves suivantes :

Les périodicités des contrôles et suivis exigés au paragraphe 3.4 de l'arrêté préfectoral du 5 avril 2000 sont remplacés par les contrôles et périodicités suivantes :

Milieu et suivi	Paramètres	Fréquence
Air Captage et brûlage du biogaz	CH ₄ , CO ₂ , O ₂ , H ₂ , H ₂ O	Annuelle
Air Milieu environnant	Sans objet	Sans objet
Eaux souterraines réseau constitué de 2 piézomètres existants (amont et aval)	pH Conductivité DCO DBO ₅ potentiel oxydo-réduction Métaux lourds Fer	Semestrielle (hautes et basses eaux)
Lixiviats	pH conductivité Métaux lourds (Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg) dont : Cr ^{VI} , Cd, Pb, Hg As Fluorures CN libres Hydrocarbures totaux	Annuelle

Chapitre III : Fin de la période de suivi

Au moins six mois avant le terme de la période de suivi, soit au plus tard le 5 octobre 2029, l'exploitant adresse au préfet un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation, ainsi qu'un mémoire sur l'état du site. Ce mémoire précise les mesures prises ou prévues pour assurer, dès la fin de la période de suivi, la mise en sécurité du site.

Le préfet fait alors procéder par l'inspection des installations classées à une visite du site pour s'assurer que sa remise en état est conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

En application de l'article R. 516-5 du code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

Sur la base de ce rapport, le préfet consulte les maires des communes intéressées sur l'opportunité de lever les obligations de garanties financières auxquelles est assujéti l'exploitant.

Le préfet détermine ensuite par arrêté complémentaire, eu égard aux dangers et inconvénients résiduels de l'installation, la date à laquelle peuvent être levées, en tout ou partie, les garanties financières. Il peut également décider de la révision des servitudes d'utilité publique instituées sur le site.

Art. 2. – Prescriptions complémentaires relatives à l'implantation d'une centrale photovoltaïque

L'arrêté préfectoral du 5 avril 2000 susvisé est complété par les prescriptions suivantes :

TITRE 2 – Dispositions relatives aux équipements de production d'électricité utilisant l'énergie photovoltaïque

Article 2.1. Les dispositions de la présente section sont applicables aux équipements de production d'électricité utilisant l'énergie solaire photovoltaïque, positionnés au sol.

Article 2.2. Conformément à l'article R. 181-46 du code l'environnement, si l'exploitant souhaite réaliser l'implantation d'une unité de production photovoltaïque sur le site, il porte à la connaissance du préfet cette modification avant sa réalisation avec tous les éléments d'appréciation.

L'exploitant tient par ailleurs à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments suivants :

- la fiche technique des panneaux ou films photovoltaïques fournie par le constructeur ;
- une fiche comportant les données utiles en cas d'incendie ainsi que les préconisations en matière de lutte contre l'incendie ;
- les documents attestant que les panneaux photovoltaïques répondent à des exigences essentielles de sécurité garantissant la sécurité de leur fonctionnement. Les attestations de conformité des panneaux photovoltaïques aux normes énoncées au point 14.3 des guides UTE C 15-712 version de juillet 2013, délivrées par un organisme certificateur accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la

Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA), permettent de répondre à cette exigence ;

-les documents justifiant que l'entreprise chargée de la mise en place de l'unité de production photovoltaïque possède les compétences techniques et organisationnelles nécessaires. L'attestation de qualification ou de certification de service de l'entreprise réalisant ces travaux, délivrée par un organisme certificateur accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA), permet de répondre à cette exigence ;

-le plan de surveillance des installations à risques, pendant la phase des travaux d'implantation de l'unité de production photovoltaïque ;

-les plans du site ou, le cas échéant, les plans des bâtiments, auvents ou ombrières, destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours et signalant la présence d'équipements photovoltaïques ;

-une note d'analyse justifiant :

-la bonne fixation et la résistance à l'arrachement des panneaux ou films photovoltaïques aux effets des intempéries ;

-l'impact de la présence de l'unité de production photovoltaïque en matière d'encombrement supplémentaire dans les zones susceptibles d'être atteintes par un nuage inflammable et identifiées dans l'étude de dangers, ainsi qu'en matière de projection d'éléments la constituant pour les phénomènes d'explosion identifiés dans l'étude de dangers ;

-la maîtrise du risque de propagation vers toute installation connexe lors de la combustion prévisible des panneaux en l'absence d'une intervention humaine sécurisée ;

-les justificatifs démontrant le respect des dispositions prévues aux articles ci-dessus.

L'exploitant identifie les dangers liés à un choc électrique pour les services d'incendie et de secours lorsque les moyens d'extinction nécessitent l'utilisation d'eau, et définit les conditions et le périmètre dans lesquels ces derniers peuvent intervenir.

Article 2.3. Les panneaux ou films photovoltaïques ne sont pas en contact direct avec les volumes où est potentiellement présente, en situation normale, une atmosphère explosible (gaz, vapeurs ou poussières), en particulier autour des installations de collecte et de traitement du biogaz.

Article 2.4. L'unité de production photovoltaïque est signalée afin de faciliter l'intervention des services de secours. En particulier, des pictogrammes dédiés aux risques photovoltaïques, définis dans les guides pratiques UTE C 15-712-1 version de juillet 2013 pour les installations photovoltaïques sans stockage et raccordées au réseau public de distribution :

-au niveau des accès aux volumes et locaux abritant les équipements techniques relatifs à l'énergie photovoltaïque ;

-tous les 5 mètres sur les câbles ou chemins de câbles qui transportent du courant continu. Lorsque l'unité de production photovoltaïque est positionnée au sol, le présent alinéa ne s'applique qu'aux câbles et chemins de câbles situés en périphérie de celle-ci.

Un plan schématique de l'unité de production photovoltaïque est apposé à proximité de l'organe général de coupure et de protection du circuit de production, en vue de faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours.

Les emplacements des onduleurs sont signalés sur les plans mentionnés à l'article 2.2 et destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours.

Article 2.5. L'exploitant définit des procédures de mise en sécurité de l'unité de production photovoltaïque. Ces procédures consistent en l'actionnement des dispositifs de coupure mentionnés ci-dessus.

Les procédures de mise en sécurité définies à l'alinéa précédent sont jointes au plan d'opération interne lorsqu'il existe.

Les procédures de mise en sécurité et les plans mentionnés ci-dessus à l'article 2.2 sont tenus à la disposition des services d'incendie et de secours en cas d'intervention.

Article 2.6. Chaque unité de production photovoltaïque est dotée d'un système d'alarme permettant d'alerter l'exploitant de l'installation, ou une personne qu'il aura désignée, d'un événement anormal pouvant conduire à un départ de feu sur l'unité de production photovoltaïque. Une détection liée à cette alarme s'appuyant sur le suivi des paramètres de production de l'unité permet de répondre à cette exigence.

En cas de déclenchement de l'alarme, l'exploitant procède à une levée de doute (nature et conséquences du dysfonctionnement) soit en se rendant sur place, soit grâce à des moyens de contrôle à distance.

Les dispositions permettant de respecter les deux alinéas précédents sont formalisées dans une procédure tenue à disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. En cas d'intervention de ces derniers, l'exploitant les informe de la nature des emplacements des unités de production photovoltaïques (organe général de coupure et de protection, etc.) et des moyens de protection existants, à l'aide des plans mentionnés à l'article 2.2.

Article 2.7. L'unité de production photovoltaïque et le raccordement au réseau sont réalisés de manière à prévenir les risques de choc électrique et d'incendie. La conformité aux spécifications du guide UTE C 15-712-1 version de juillet 2013 pour les installations photovoltaïques sans stockage et raccordées au réseau public de distribution ainsi qu'à celles de la norme NF C 15-100 version de mai 2013 concernant les installations électriques basse tension permet de répondre à cette exigence.

Article 2.8. Des dispositifs électromécaniques de coupure d'urgence permettent d'une part, la coupure du réseau de distribution, et d'autre part la coupure du circuit de production. Ces dispositifs sont actionnés soit par manœuvre directe, soit par télécommande. Dans tous les cas, leurs commandes sont regroupées en un même lieu accessible en toutes circonstances.

En cas de mise en sécurité de l'unité de production photovoltaïque, la coupure du circuit en courant continu s'effectue au plus près des panneaux photovoltaïques.

Un voyant lumineux servant au report d'information est situé à l'aval immédiat de la commande de coupure du circuit de production. Le voyant lumineux témoigne en toute circonstance de la coupure effective du circuit en courant continu de l'unité de production photovoltaïque, des batteries éventuelles et du circuit de distribution. La conformité aux spécifications du point 12.4 des guides UTE C 15-712-1 version de juillet 2013 pour les installations photovoltaïques sans stockage et raccordées au réseau public de distribution avec stockage par batterie permet de répondre à cette exigence.

Article 2.9. Les onduleurs sont isolés des zones à risques d'incendie ou d'explosion par un dispositif de résistance au feu REI 60. Un local technique constitué par des parois de résistance au feu REI 60, le cas échéant un plancher haut REI 60, le cas échéant un plancher bas REI 60, et des portes EI 60, permet de répondre à cette exigence.

L'alinéa précédent ne s'applique pas lorsque l'onduleur est directement intégré aux équipements photovoltaïques de par la conception de l'installation photovoltaïque (micro-onduleur).

Les produits inflammables, explosifs ou toxiques non nécessaires au fonctionnement des onduleurs ne sont stockés ni à proximité des onduleurs, ni dans les locaux techniques où sont positionnés les onduleurs.

Article 2.10. Les connecteurs qui assurent la liaison électrique en courant continu sont équipés d'un dispositif mécanique de blocage qui permet d'éviter l'arrachement. La conformité des connecteurs à la norme NF EN 50521/ A1 version d'octobre 2012 concernant les connecteurs pour systèmes photovoltaïques -Exigences de sécurité et essais- permet de répondre à cette exigence.

Article 2.11. Lorsque, pour des raisons techniques dûment justifiées par l'exploitant, les câbles de courant continu sont amenés à circuler dans une zone à risques d'incendie ou d'explosion, ils sont regroupés dans des chemins de câbles protégés contre les chocs mécaniques et présentant une performance minimale de résistance au feu EI 30. Leur présence est signalée pour éviter toute agression en cas d'intervention extérieure.

Article 2.12. L'unité de production photovoltaïque est accessible et contrôlable. Cette disposition ne s'applique pas aux câbles eux-mêmes, mais uniquement à leur connectique.

L'exploitant procède à un contrôle annuel des équipements et éléments de sécurité de l'unité de production photovoltaïque. Les modalités de ce contrôle tiennent compte de l'implantation géographique (milieu salin, atmosphère corrosive, cycles froid chaud de grandes amplitudes, etc.) et de l'activité conduite dans le bâtiment où l'unité est implantée. Ces modalités sont formalisées dans une procédure de contrôles.

Un contrôle des équipements et des éléments de sécurité de l'unité de production photovoltaïque est également effectué à la suite de tout événement climatique susceptible d'affecter la sécurité de l'unité de production photovoltaïque.

Les résultats des contrôles ainsi que les actions correctives mises en place sont enregistrés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Art. 3. – Frais

Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Art. 4. – Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Toulouse.

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi, non seulement par courrier mais également par l'application informatique Télérecours, accessible par le lien <https://www.telerecours.fr/>

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Art. 5. – Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement, une copie du présent arrêté demeure déposée en mairie de Clarac et peut y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant notamment les motifs et les considérants principaux qui ont fondé la décision ainsi que les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois avec mention de la possibilité pour les tiers de consulter sur place le texte des prescriptions.

Le maire de Clarac fait connaître par procès-verbal, adressé à la préfecture de la Haute-Garonne, l'accomplissement de cette formalité.




Un extrait du présent arrêté est affiché en permanence, de façon lisible, sur le site de l'installation à la diligence du SIVOM de Saint-Gaudens Montréjeau Aspet Magnoac.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture qui a délivré l'acte pendant une durée minimale d'un mois.

Art. 6. – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Occitanie, le directeur départemental des territoires de la Haute-Garonne et le maire de Clarac sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Toulouse, le **28 AOUT 2019**

 Pour le Préfet
et par délégation,
Le Secrétaire Général 

Le sous-préfet de Muret.

Cécile LENGLET

Annexes :

- plan de masse du site photovoltaïque



Caractéristiques de l'installation

Réf. Interne : U-LAND-F

Nombre de modules : 8 674 U

Caractéristiques du champ PV

- Pente : 20°
- Surface totale du terrain : 55 435 m²
- Surface du champ PV : 21 562 m²
- Surface projetée PV : 20 259 m²
- Taux de remplissage : 30,96 %
- Orientation : 13° (Sud=0°)
- Type de table : Pile
- Nombre de modules par table : 18
- Nombre de table : Type 18m... 483 U

LEGENDE :

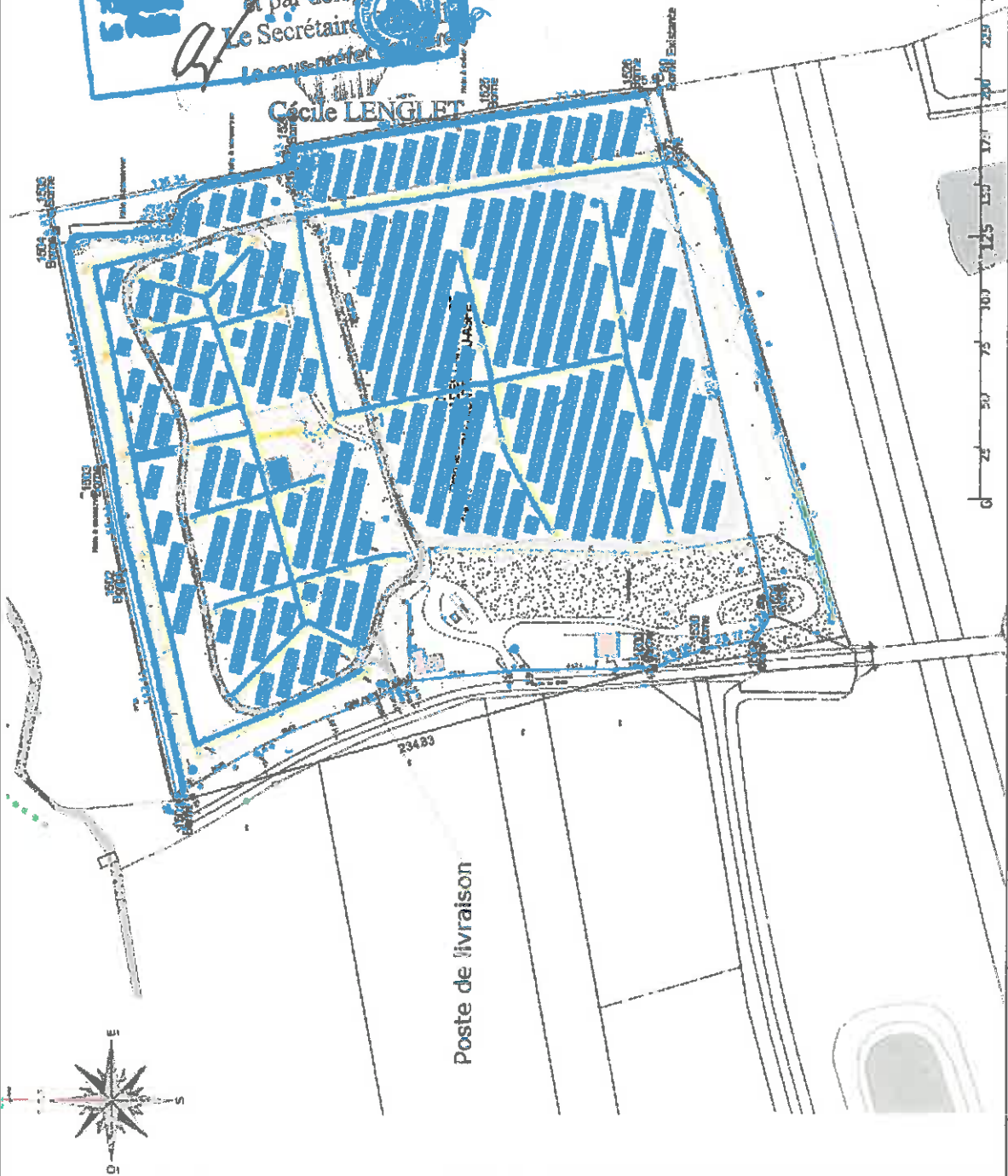
- Type A/T/A en 6°
- Chemin
- Circulation technique
- Aire de crématorium largeur 6m
- Limite cadastrale
- Clairif. accès au site
- Zone libre à proximité cordons gas (1m)
- Zone libre à proximité cordons gaz (1m)
- Zone libre cordons
- Table de table
- Faîte de l'ouvrage
- Point de repérage
- Local technique
- Carrière d'œuvre rive (R&A)
- Table fixe
- Puissance
- AC/DC au site
- Hi-C
- Clairif.
- Regard EP

Vous pour être arrêté à en date de ce jour.

28 AOUT 2019

Pour le Préfet
et par délégation
Le Secrétaire
Le sous-préfet

Cécile LENGLET



I
H
G
F
E
D
C
B
A
PCD
Indices Auteurs
Description

Date : 29/07/2019

N° du dessin : C1421-X- 1030 - 01

CENTRALE AU SOL PV - CLARAC
IMPLANTATION DES TABLES & MODULES

Echelle : 1/2 000

Format : A3 Phase Projet : **EXE** / **DOE**

Auteur : **PTD**

Contrôleur : **RJM**

Approbateur : **RJM**

urbosolar

25, rue Wilhelm Reisinger - CS 403 J2
14111 SARTRELEVILLE Cedex 2
Tél : 03 30 81 12 12
Fax : 03 30 81 12 13

